

# **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

**Hôpital de Juvisy :  
au service de 200 000 habitants, il doit être renforcé pour assurer son rôle de  
pivot du territoire de santé.**

**Suite à l'article paru dans Le Parisien du samedi 5 juillet**

Dans son édition du Samedi 5 juillet, le Journal Le Parisien annonce la volonté du ministère de la Santé et de l'Agence Régionale d'Hospitalisation de fermer les services de maternité et de chirurgie de l'hôpital de Juvisy.

Nous, élus du bassin de vie concerné, demandons fermement l'abandon d'un tel projet, socialement injuste, économiquement irresponsable, et, pire, aberrant et risqué en termes de santé publique.

## **I. La fermeture de la maternité et de la chirurgie de Juvisy est une mesure socialement injuste.**

L'hôpital de Juvisy rayonne sur un territoire de plus de 200 000 habitants. Plus de 900 naissances/an, plus de 2000 actes chirurgicaux/an... Comment peut-on envisager de fermer ces services sans éléments sérieux permettant de garantir la prise en charge des patients dans un autre établissement. Et lequel ?

L'hôpital et la maternité de Juvisy accueillent un taux élevé d'habitants des quartiers CUCS ou Politique de la ville, fortement touchés par les problèmes sociaux (chômage, travailleurs pauvres, mal-logés...). A l'heure des annonces ronflantes pour un « plan banlieue », une telle fermeture est tout simplement contradictoire. Une étude récente montre par ailleurs que 40% de ces familles ne possèdent pas de véhicule personnel. Comment l'ARH et la Ministre de la santé peuvent-elles décider de fermer justement les services concernés dans l'hôpital du secteur le mieux desservi, et de loin, en transports en commun ? **La seule décision responsable serait au contraire de renforcer ces services, eu égard à leur utilité publique.**

## **II. La fermeture de la maternité et de la chirurgie est économiquement injustifiée et irresponsable.**

Le déficit récent de l'hôpital découle notamment de la baisse d'activité sur la maternité et la chirurgie, du fait de la démolition, en 2007, de l'ancien bâtiment de chirurgie qui devait être reconstruit cette année, et de la tarification à l'activité (T2A) instaurée en 2004 par MM. Douste-Blazy et Bertrand. Car, contrairement aux affirmations de la Ministre Roseline Bachelot, la maternité et la chirurgie sont justement des activités rentables qui permettent d'équilibrer le budget des hôpitaux. La suppression de ces services entraînera donc mécaniquement une baisse de recettes problématique...

**On voudrait casser l'hôpital qu'on ne s'y prendrait pas autrement...**

### **III. La fermeture de la maternité et de la chirurgie est aberrante en terme de conséquences environnementales et de santé publique.**

A l'heure des promesses du Grenelle de l'Environnement, la fermeture des services de proximité de Juvisy entraînera le déplacement automatique des patients - et de toutes les personnes qui souhaitent leur rendre visite - vers d'autres établissements, comme celui de Longjumeau, déjà surpeuplé, bien moins accessible pour les populations de notre bassin de vie... et dont on annonce la démolition prochaine avant reconstruction ! Ces orientations sont donc totalement inadaptées aux conditions d'accueil et de soins pour les malades, sur un territoire où, parfois, il n'y a même plus un seul médecin de ville, comme dans certains quartiers de Grigny.

Enfin, en éloignant l'offre de soins, en engorgeant les services déjà saturés des établissements voisins, en retardant l'accès aux soins des malades, une telle décision fait courir un vrai risque à tous les habitants, au-delà du seul territoire hospitalier.

**Nous, élus du territoire, soucieux avant tout de l'intérêt des habitants que nous représentons, exigeons que les réformes envisagées le soient en fonction des besoins, et en concertation étroite avec les populations et les élus des territoires concernés.**

**Nous demandons que l'hôpital de Juvisy, indispensable maillon sanitaire et social du secteur, soit renforcé pour remplir son rôle d'hôpital généraliste pivot de santé grâce :**

- **au recrutement d'une équipe de chirurgiens sur une base de 40 lits au lieu de 20**
- **à l'ouverture d'une unité de réanimation et de soins intensifs**
- **à la mise en oeuvre de coopérations à créer avec les Centres hospitaliers du territoire permettant de garder l'offre de soins existante (maternité, chirurgie, urgences, soins de suite...), de la renforcer et de la diversifier.**

**Nous exigeons par ailleurs d'être reçus par Madame la Ministre de la santé pour lui exposer des solutions alternatives, qui bien que s'inscrivant totalement dans le cadre fixé par le Président de la République, se heurtent depuis des mois au refus systématique d'examen par les autorités compétentes (ARH).**

<b>Signataires :</b>
----------------------

Gabriel AMARD, Président de la Communauté d'Agglomération Les Lacs de l'Essonne  
Michel BERSON, Président du Conseil général de l'Essonne  
Claire-Lise CAMPION, Sénatrice de l'Essonne, Vice-présidente du Conseil général  
Etienne CHAUFOUR, Maire de Juvisy, Conseiller général  
Paul DA SILVA, Conseiller général de Viry-Chatillon  
Julien DRAY, Député de l'Essonne  
François GARCIA, Maire d'Athis-Mons, Président de la CCPE  
Jérôme GUEDJ, Vice-président du Conseil général de l'Essonne  
Michel HUMBERT, Maire de Fleury-Mérogis  
Gaston JANKIEVITCH, Maire de Paray-vieille-Poste  
Marianne LOUIS, Conseillère régionale d'Ile-de-France  
Simone MATHIEU, Maire de Viry-Chatillon  
Jean-Luc MELENCHON, Sénateur de l'Essonne  
Cécile MOUTTE, Adjointe au maire de Juvisy en charge de la santé  
Marie-Pierre OPRANDI, Vice-présidente du Conseil général de l'Essonne  
Michel POUZOL, Conseiller général de l'Essonne délégué à la prévention et à la santé  
Patrice SAC, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire d'Athis-Mons, Vice-président du Conseil général de l'Essonne  
Claude VAZQUEZ, Maire de Grigny, Conseiller général